

Note et procédure, en Belgique, pour le transport des peaux (de mouton) non traitées, non tannées

Filière laine/NGE ASBL - Mars 2015.

Cette note et résumé pratiques de la législation visent à interpréter et établir une procédure pour le transport des peaux de mouton non traitées (voir définition n° 29 de l'annexe I du règlement (UE) n° 142/2011) (non-tannées) en fonction des législations belge et européenne actuelles, suivant le Règlement européen (UE) n° 142/2011 (<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2011:054:0001:0254:FR:PDF>) sur l'application du Règlement (CE) n°1069/2009 (<http://eur-lex.europa.eu/LexUriServ/LexUriServ.do?uri=OJ:L:2009:300:0001:0033:FR:PDF>) sur les règles sanitaires des sous-produits animaux.

Les peaux de mouton qui ne sont pas destinées à la consommation humaine sont des «sous-produits animaux» qui relèvent du champ d'application du règlement (CE) n°1069/2009.

Les peaux de mouton sont généralement classées dans la catégorie 3 des sous-produits animaux conformément à l'article 10 point b) du règlement (CE) n° 1069/2009.

« Les matières de catégorie 3 comprennent les sous-produits animaux suivants : Les parties d'animaux qui ont été abattus dans un abattoir et ont été considérés comme propres à la consommation humaine à la suite d'une inspection ante-mortem...

b) iii) les cuirs et les peaux, y compris les chutes et rognures, les cornes et les pieds, y compris les phalanges et les os du carpe, du métacarpe, du tarse et du métatarse ».

Les peaux d'animaux morts autrement que par abattage pour la consommation humaine sont classées en catégorie 2. (Article 9 (f) (i) du règlement (CE) N°1069/2009). Elles peuvent aussi être tannées mais dans des tanneries agréées pour la catégorie 2, le transport intra-communautaire est soumis à des restrictions (article 48 du règlement (CE) n°1069/2009).

Les acteurs de la filière laine, dont les éleveurs et les transporteurs, sont considérés comme des "exploitants". En effet, le règlement définit comme "exploitant", toute personne physique ou morale, y compris le transporteur, le négociant ou l'utilisateur, qui exerce son contrôle sur un sous-produit animal ou un produit dérivé (Art 3 point 11 du Règlement CE 1069-2009), dans le cas qui nous concerne, les peaux de mouton non traitées.

Comme les éleveurs sont tenus d'être enregistrés auprès de l'AFSCA, ils bénéficient de ce fait de la dérogation visée à l'article 23.4 du règlement (CE) n°1069/2009. Les transporteurs ou tout autre « exploitant » comme les tanneurs et les intermédiaires, eux, sont tenus de s'enregistrer auprès du SPF-Santé publique via une simple déclaration (cf. annexe 1). Cette procédure est gratuite. Les exploitants intermédiaires qui manipulent et/ou entreposent des peaux non traitées sont tenus d'être agréés (1) en application de l'article 24 (h) ou (i). Un enregistrement suffit pour les peaux salées, séchées et chaulées et pour les peaux ayant subi un traitement alcalin ou acide.

Lors du transport des peaux non traitées, non-tannées, chaque intervenant doit compléter un document commercial (cf. annexe 2) en 3 exemplaires au moins (un pour le destinataire, un pour le producteur et un pour le transporteur) permettant la traçabilité des peaux. Ce document doit être conservé au minimum 2 ans. Ce document figure à l'annexe VIII, chapitre III du Règlement(UE) n° 142-2011.

Ce document commercial se trouve également en annexe 2 du présent commentaire.

Conformément à l'annexe VIII, chapitre III, ce document commercial doit contenir :

- la date d'enlèvement des matières;
- une description des matières comportant notamment les informations suivantes:
 - o l'identification des matières suivant l'une des catégories visées aux articles 8, 9 et 10 du règlement (CE) n° 1069/2009, c'est-à-dire matière de **catégorie 3** pour les peaux ;
 - o l'espèce animale
- la quantité de matières, exprimée en volume, en poids ou en nombre de conditionnements;
- le lieu d'origine des matières, au départ duquel elles sont expédiées;
- les nom et adresse du transporteur des matières;
- les nom et adresse du destinataire et, s'il en a un, son numéro d'agrément ou d'enregistrement, délivré conformément au règlement (CE) n° 1069/2009 ou aux règlements (CE) n° 852/2004, (CE) n° 853/2004 ou (CE) n° 183/2005 selon le cas; ▼B 2011R0142 — FR — 01.12.2013 — 005.001 — 90
- s'il en a un, le numéro d'agrément ou d'enregistrement de l'établissement ou de l'usine d'origine, délivré conformément au règlement (CE) n° 1069/2009 ou aux règlements (CE) n° 852/2004, (CE) n° 853/2004 ou (CE) n° 183/2005 selon le cas, ainsi que la nature du traitement et les méthodes de traitement.

Attention :

- La signature du responsable(2) doit être d'une couleur différente de celle du texte imprimé.
- Le numéro de référence du document et le numéro de référence locale ne peuvent être attribués qu'une seule fois, pour un même envoi.
- Ce document doit impérativement être remis au transporteur et accompagner le lot de peaux de moutons non traité, non-tannées.

Le transport, en pratique, doit s'effectuer de manière « autocontrôlée ». Trois cas de figure sont envisagés pour le transport des peaux.

Les peaux doivent être transportées et entreposées à l'état réfrigéré ou congelé à moins que leur transformation n'intervienne dans les 24 heures suivant leur départ. Toutefois, les peaux salées, séchées et chaulées et les peaux ayant subi un traitement alcalin ou acide peuvent être transportés et entreposés à température ambiante. Annexe III, section XV du règlement (CE) n°853/2004.

- 1) Soit un transport non réfrigéré n'excédant pas 2 heures ;
- 2) Soit un transport réfrigéré pour une durée plus longue ;
- 3) Soit un transport (sans limite de durée) pour les peaux salées (B + UE)

La mise sur le marché des peaux ayant subi un processus complet de tannage conformément aux dispositions de l'article 3 (d) du règlement (UE) n°142/2011 peut se faire sans restriction au titre du règlement (CE) n°1069/2009. Il n'y a à partir de ce moment plus d'exigences relatives à la traçabilité, ni de contrôle sanitaire.

« C. Point final de la chaîne de fabrication des cuirs et peaux

1. (... production de gélatine ...).

2. Les cuirs et peaux traités énumérés ci-après peuvent être mis sur le marché sans restrictions conformément au présent règlement:

a) cuirs et peaux ayant subi un processus complet de tannage;

b) «*wet blue*»;

c) «*pickled pelts*»; (a)

d) les peaux chaulées (traitées à la chaux et en saumure à un pH de 12- 13 pendant au moins 8 heures) ; » (2011R0142 — FR — 01.12.2013 — 005.001 — 128) ».

(a) Traduction : peaux picklées, c'est-à-dire une peau soumise à l'action d'une solution d'acide et de sel marin notamment, afin de la préparer au tannage ou de la conserver.

Synthèse

- C'est celui qui détient les peaux qui est tenu de respecter la législation applicable aux sous-produits animaux (quel que soit le propriétaire des peaux).
- Durant le transport, les peaux non tannées doivent être accompagnées du document commercial complété et signé. Le transporteur doit demander son enregistrement au SPF Santé publique. Il est considéré comme « exploitant ». C'est une procédure gratuite.
- Les peaux doivent être soit salées soit réfrigérées.
- Pour les peaux qui nous occupent, de catégorie 3, la procédure et le document sont identiques pour le transport en Belgique et dans l'Union européenne.

- (1) Les peaux non traitées sont considérées comme des sous-produits animaux, elles doivent par conséquent être manipulées et entreposées par des exploitants agréés. Ceux-ci vont par exemple les saler, chauler... L'UE exige une visite préalable au démarrage des activités, d'où l'agrément. Une fois salées, chaulées, séchées, les peaux deviennent des produits dérivés des SPA. L'agrément n'est plus nécessaire, un enregistrement suffit.
- (2) Le responsable est la personne qui certifie que les informations reprises sur le document commercial sont valides. L'exploitant doit lui avoir donné cette responsabilité.

Annexe 1 : Document déclaration :

Modèle de formulaire de demande d'agrément et/ou d'autorisation:

A. Entreprise : (personne physique et personne morale)

NATURE DE LA DEMANDE :

Cette demande concerne un(e) (marquez d'une croix la case appropriée)

- ☐ Nouvelle demande
- ☐ Renouvellement
- ☐ Nouvelle (s) activité (s)
- ☐ Arrêt d'une ou plusieurs activités

IDENTIFICATION DE L'ENTREPRISE :

Numéro d'entreprise (1)
:.....

Dénomination sociale (2)
:.....

Abréviation* :.....

Forme juridi-que
:.....

Adresse : Rue :.....N° :.....Boîte
:.....

Code pos-tal :.....Commune :.....

Pays :.....

Téléphone :.....

Fax :.....

Email :.....

(1) Les entreprises qui sont déjà enregistrées auprès de la banque carrefour des entreprises en exécution de la loi du 16 janvier 2003 indiquent ici leur numéro d'entreprise. Les personnes juridiques selon le droit étranger ou international qui ne disposent pas d'un siège en Belgique et qui ne sont pas enregistrées dans la Banque Carrefour des entreprises indiquent ici, le cas échéant, leur numéro d'identification international et le type de numéro.

(2) Pour les entreprises en personne physique, il s'agit du nom et du prénom du fondateur de l'entreprise.

IDENTIFICATION DE L'ETABLISSEMENT :

Numéro d'unité de l'établissement (3)
:.....

Dénomination commerciale
:.....

Adresse* : Rue :.....N° :.....Boite
:.....

Code Postal :.....Commune :.....

Pays :.....

Téléphone :.....

Fax :.....

Email :.....

Données d'identification de la personne de contact :

Fonction :.....

Nom :.....

Prénom :.....

Télé-phone :.....

GSM :.....

Email :.....

(3) Les entreprises qui sont déjà enregistrées auprès de la BCE indiquent ici le numéro d'unité d'établissement attribué par la BCE.

DEMANDE D'AGREMENT OU D'AUTORISATION:

Description des activités :

Les activités que l'entreprise compte exercer ou arrêter dans cet établissement ainsi que la date de début de celles-ci sont indiquées. Elles doivent être cochées puis décrites de manière précise. Les sous-produits animaux utilisés ainsi que les produits issus de l'activité doivent être mentionnés.

**Type d'activité
types de produits**

Description de l'activité et

☐ Usine de trophées de chasse et/ou de taxidermie

.....

.....

.....

.....

.....

☐ Usine intermédiaire et/ou d'entreposage

.....

.....

.....

.....

.....

☐ Tannerie

.....

.....

.....

.....

.....

☐ Usine technique (autre)

.....

.....

.....

.....

.....

☐ Utilisation à des fins d'éducation, de recherche

.....

.....

.....

.....

.....

Date à partir de laquelle les activités seront exercées ou arrêtées
:...../...../.....

Lors d'une demande d'agrément ou d'autorisation des données complémentaires peuvent être demandées. La demande n'est considérée comme complète que lorsque toutes les données requises sont fournies.

INFORMATIONS ADDITIONNELLES :

Autres informations importantes :

.....
.....
.....
.....

Nombre d'annexes ajoutées à la de-mande
:.....

NOM :.....

PRENOM :.....

FONCTION :.....

DATE :...../...../.....

Je certifie que la présente déclaration est sincère et complète

SIGNATURE :

Annexe 2 : Document commercial

▼ M3

PAYS		Sous-produits animaux/produits dérivés non destinés à la consommation humaine	
II.		II.a. N° de référence du certificat	II.b.
II.1.	Déclaration de l'expéditeur		
Le soussigné déclare que:			
II.1.1.	les informations figurant dans la partie I sont exactes;		
II.1.2.	toutes les précautions ont été prises pour éviter une contamination des sous-produits animaux ou des produits dérivés par des agents pathogènes et une contamination croisée entre différentes catégories.		
Notes			
Partie I			
— Cases I.9 et I.11: à compléter s'il y a lieu.			
— Cases I.12, I.13 et I.17: numéro d'agrément ou d'enregistrement. Pour le lisier transformé, indiquer dans la case I.13 le numéro d'agrément ou d'enregistrement de l'usine ou de l'exploitation de destination.			
— Case I.14: à compléter s'il y a une différence par rapport à la case "I.1. Expéditeur".			
— Case I.25: usage technique: toute utilisation autre que la consommation animale.			
— Case I.31:			
Espèce animale:		pour les matières de catégorie 3 et les produits qui en sont dérivés, destinés à être utilisés comme matières premières pour aliments des animaux. Sélectionner parmi les espèces suivantes: oiseaux, ruminants, non ruminants, mammifères, poissons, mollusques, crustacés, invertébrés.	
Nature de la marchandise:		indiquer de quelle marchandise il s'agit sur la base de la liste suivante: "sous-produits aploques", "produits sanguins", "sang", "farines de sang", "résidus de digestion", "contenu de l'appareil digestif", "artefacts à mastiquer", "farines de poisson", "viscères aromatisés", "gélatine", "croûtes", "os et peaux", "protéines hydrolysées", "engrais organiques", "aliments pour animaux familiers", "protéines animales transformées", "aliments transformés pour animaux familiers", "aliments crus pour animaux familiers", "graisses fondues", "compost", "lisier transformé", "huiles de poisson", "produits à base de lait", "boues de centrifugeuses ou de séparateurs issues de la transformation du lait", "phosphate dicalcique", "phosphate tricalcique", "collagène", "ovoproduits", "sérum d'équidés", "trophées de chasse", "falnes", "poils", "soies de porc", "plumes", "sous-produits animaux à transformer", "produits dérivés".	
Catégorie:		Préciser s'il s'agit de matières de la catégorie 1, 2 ou 3. Pour les matières de catégorie 3, indiquer le point de l'article 10 du règlement (CE) n° 1069/2009 correspondant aux sous-produits animaux concernés (par exemple article 10, point a), article 10, point b), etc.). Pour les matières de catégorie 3 destinées à la fabrication d'aliments crus pour animaux familiers, indiquer "3 a)", "3 b) i)" ou "3 b) ii)" selon qu'il s'agit de sous-produits animaux visés à l'article 10, point a), ou à l'article 10, point b) i) ou ii), du règlement (CE) n° 1069/2009. Pour les cuirs et les peaux ainsi que pour les produits qui en sont dérivés, indiquer "3 b) iii)" ou "3 n)" selon qu'il s'agit de sous-produits animaux ou de produits dérivés visés à l'article 10, point b) iii), ou à l'article 10, point n), du règlement (CE) n° 1069/2009. Lorsque l'envoi se compose de matières de plusieurs catégories, indiquer la quantité et, le cas échéant, le numéro des conteneurs par catégorie de matières.	
Type de traitement:		Pour les cuirs et peaux traités, indiquer le traitement: "a)" séchés, "b)" salés à sec ou en saumure pendant une période d'au moins 14 jours avant leur expédition, "c)" soumis pendant 7 jours à un salage au sel de mer additionné de 2 % de carbonate de soude. Pour les matières de catégorie 1 ou 2, indiquer la méthode de traitement ou de transformation. Préciser la méthode de transformation correspondante (parmi celles, numérotées de 1 à 5, visées à l'annexe IV, chapitre III, du règlement (UE) n° 142/2011). Pour les matières de catégorie 3 et les produits dérivés de matières de catégorie 3, destinés à être utilisés dans l'alimentation des animaux: décrire, le cas échéant, la nature du traitement et les méthodes de traitement. Préciser la méthode de transformation correspondante (parmi celles, numérotées de 1 à 7, visées à l'annexe IV, chapitre III, du règlement (UE) n° 142/2011).	
Numéro de lot:		mentionner le numéro du lot ou de la marque auriculaire le cas échéant.	
Partie II			
— La signature doit être d'une couleur différente de celle du texte imprimé.			
Signature			
Fait à:		(le) (date)	
(signature de la personne responsable de l'expédition) (nom en lettres capitales)			

ANNEXE 3 : Législation

Ci-dessous, quelques dispositions applicables aux peaux et les cuirs du règlement (UE) n°142/2011. Le document complet est à consulter sur :

http://health.belgium.be/internet2Prd/groups/public/@public/@dg4/@animalsplants/documents/ie2law/19068279_fr.pdf

R 142/2011, annexe 1 point 29

« «cuirs et peaux non traités», tous les tissus cutanés et sous-cutanés qui n'ont subi aucun traitement autre que la découpe, la réfrigération ou la congélation; »

R 142/2011, annexe 1 point 28 « «cuirs et peaux traités», les produits dérivés de cuirs et de peaux non traités autres que les articles à mastiquer, qui ont été:

- a) séchés,
- b) salés à sec ou en saumure pendant une période d'au moins 14 jours avant leur expédition,
- c) soumis pendant une période d'au moins 7 jours à un salage au sel de mer additionné de 2 % de carbonate de soude,
- d) séchés pendant une période d'au moins 42 jours à une température d'au moins 20 °C, ou
- e) soumis à un procédé de conservation autre que le tannage; »

2011R0142 — FR — 01.12.2013 — 005.001 — 35

« 31. «laine non traitée», la laine autre que celle qui:

- a) a subi un lavage en usine;
- b) résulte d'un tannage;
- c) a été traitée selon une autre méthode écartant tout risque inacceptable;
- d) est issue d'animaux autres que ceux de l'espèce porcine et a été traitée selon une méthode de lavage industriel consistant à immerger la laine dans une suite de bains constitués d'eau, de savon et d'hydroxyde de soude ou d'hydroxyde de potassium; ou
- e) est issue d'animaux autres que ceux de l'espèce porcine, doit être expédiée directement dans une usine produisant des produits dérivés de laine destinés à l'industrie textile et a subi au moins l'un des traitements ci-après:
 - i) le délainage chimique, utilisant le lait de chaux ou le sulfure de sodium;
 - ii) la fumigation par les vapeurs d'aldéhyde formique dans un local hermétiquement clos durant 24 heures au moins;
 - iii) le lavage consistant à immerger la laine dans un détergent hydrosoluble maintenu à 60 ou 70 °C;
 - iv) le stockage (temps de transport éventuellement inclus) à 37 °C durant huit jours, à 18 °C durant 28 jours ou à 4 °C durant 120 jours; »

2011R0142 — FR — 01.12.2013 — 005.001 — 84

« Dès le point de départ de la chaîne de fabrication visé à l'article 4, paragraphe 1, du règlement (CE) n° 1069/2009, les sous-produits animaux et les produits dérivés doivent être collectés et transportés dans des emballages neufs scellés ou dans des conteneurs ou véhicules étanches et couverts »

2011R0142 — FR — 01.12.2013 — 005.001 — 84

« En particulier, s'ils ne sont pas affectés au transport de sous-produits animaux ou produits dérivés donnés d'une manière qui empêche toute contamination croisée, ils doivent:

- a) être propres et secs avant utilisation; et
- b) être nettoyés, lavés et/ou désinfectés après chaque utilisation jusqu'au degré nécessaire à empêcher toute contamination croisée. »

2011R0142 — FR — 01.12.2013 — 005.001 — 89

« Pendant le transport, un document commercial établi conformément au modèle figurant au présent chapitre ou, lorsque le présent règlement le prévoit, un certificat sanitaire doit accompagner les sous-produits animaux et les produits dérivés. »

2011R0142 — FR — 01.12.2013 — 005.001 — 127

« CHAPITRE V

Exigences spécifiques relatives aux cuirs et peaux d'ongulés et aux produits qui en sont dérivés

A. Établissements et usines

L'autorité compétente peut autoriser les usines manipulant des cuirs et des peaux, y compris des peaux chaulées, à fournir des chutes et des rognures de ces cuirs et de ces peaux en vue de la production de gélatine destinée à la consommation animale, d'engrais organiques ou d'amendements, à condition:

- a) que l'usine dispose de locaux d'entreposage dotés de sols en dur et de murs lisses, faciles à nettoyer et à désinfecter et, s'il y a lieu, pourvus d'installations frigorifiques;
- b) que les locaux d'entreposage soient maintenus en bon état d'entretien et de propreté, de façon à ne pas risquer de contaminer les matières premières;
- c) que, si des matières premières ne satisfaisant pas aux exigences du présent chapitre sont entreposées et/ou transformées dans ces locaux, elles soient tenues à l'écart des matières premières répondant aux exigences du présent chapitre de la réception à l'expédition en passant par l'entreposage et la transformation;
- d) que, dans le cas de chutes et de rognures provenant de peaux chaulées, les chutes et rognures soient soumises à un traitement garantissant que tout risque pour la santé publique et animale est écarté avant d'être utilisées pour la production:
 - i) de gélatine destinée à la consommation animale, ou
 - ii) d'engrais organiques ou d'amendements.

B. Mise sur le marché de sous-produits animaux et de produits dérivés

1. Les cuirs et peaux non traités peuvent être mis sur le marché sous réserve des conditions sanitaires applicables aux viandes fraîches en vertu de la directive 2002/99/CE. ▼ B 2011R0142 — FR — 01.12.2013 — 005.001 — 127

2. Les cuirs et peaux traités peuvent être mis sur le marché à condition:

- a) de ne pas avoir été en contact avec d'autres produits animaux ou avec des animaux vivants présentant un risque de propagation d'une maladie transmissible grave;

b) que le document commercial établi conformément au modèle de l'annexe VIII, chapitre III, contienne une déclaration précisant que toutes les précautions ont été prises pour éviter toute contamination par des agents pathogènes.

C. Point final de la chaîne de fabrication des cuirs et peaux

1. Les cuirs et peaux d'ongulés qui, conformément à la décision d'un exploitant, sont destinés à des usages autres que la consommation humaine et qui satisfont aux exigences du règlement (CE) n° 853/2004 relatives aux matières premières servant à la production de gélatine ou de collagène destinés à être utilisés dans l'alimentation humaine, peuvent être mis sur le marché sans restrictions au titre du présent règlement.

2. Les cuirs et peaux traités énumérés ci-après peuvent être mis sur le marché sans restrictions conformément au présent règlement:

a) cuirs et peaux ayant subi un processus complet de tannage;

b) «wet blue»;

c) «pickled pelts»;

d) les peaux chaulées (traitées à la chaux et en saumure à un pH de 12- 13 pendant au moins 8 heures).

3. Par dérogation au point C 2, l'autorité compétente peut exiger que les envois de cuirs et peaux traités visés aux points 2 c) et 2 d) soient accompagnés d'un document commercial établi conformément au modèle figurant à l'annexe VIII, chapitre III, point 6, lorsqu'ils sont livrés à des établissements ou usines produisant des aliments pour animaux familiers, des engrais organiques ou des amendements, ou convertissant ces matières en biogaz. ».